

PROTOCOLE ADDITIONNEL**à l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la République de Turquie à la suite de l'élargissement de l'Union européenne**

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

ci-après dénommés «États membres», représentés par le Conseil de l'Union européenne, et

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, représentée par le Conseil de l'Union européenne,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE TURQUE, ci-après dénommée «Turquie»,

d'autre part,

CONSIDÉRANT CE QUI SUIT:

- (1) L'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie (ci-après dénommé «accord d'association»⁽¹⁾), signé le 12 septembre 1963 à Ankara, est entré en vigueur le 1^{er} décembre 1964 et a été modifié par un protocole additionnel, signé le 30 juin 1973⁽²⁾, qui l'a rendu applicable au Danemark, à l'Irlande et au Royaume-Uni.
- (2) Après leur adhésion à la Communauté européenne, l'accord d'Ankara, tel que modifié, est devenu applicable à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande et au Royaume de Suède.
- (3) L'accord d'Ankara est applicable à la Turquie et à tous les États membres de l'Union européenne élargie en vertu du traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne (ci-après dénommé «le traité d'adhésion»⁽³⁾), qui a été signé à Athènes le 16 avril 2003 et est entré en vigueur le 1^{er} mai 2004.

DÉTERMINÉS à développer l'association dans le cadre d'une Union élargie,

SONT CONVENU DE CE QUI SUIT:

PARTIES CONTRACTANTES ET CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Article 1

1. La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République slovaque (ci-après dénommés «nouveaux États membres») sont parties à l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie signé le 12 septembre 1963 à Ankara et adoptent et prennent note respectivement, au même titre que les autres États membres de la Communauté européenne – le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – des textes de l'accord, des protocoles et des déclarations annexés à l'acte final signé à la même date, ainsi que de l'ensemble des modifications, accords, protocoles, décisions et déclarations adoptés ultérieurement en relation avec l'accord d'Ankara.

2. L'expression «Communauté économique européenne» ou, dans sa version abrégée, «Communauté», est remplacée par l'expression «Communauté européenne» dans l'ensemble des textes auxquels il est fait référence au paragraphe 1.

3. L'article 29 de l'accord d'Ankara est remplacé par le texte suivant:

⁽¹⁾ JO 217 du 29.12.1964, p. 3687.

⁽²⁾ JO L 361 du 31.12.1977, p. 2.

⁽³⁾ JO L 236 du 23.9.2003, p. 17.

«Article 29

Le présent accord s'applique au territoire auquel s'applique le traité instituant la Communauté européenne, conformément aux conditions définies par ce traité, et au territoire de la République de Turquie.»

EXPIRATION DU TRAITÉ CECA ET PRODUITS CECA

Article 2

Expiration du traité CECA

Pour tenir compte de l'évolution institutionnelle récente intervenue au sein de l'Union européenne, les parties conviennent qu'à la suite de l'expiration du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), les dispositions existantes des accords et des actes connexes visés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, qui font référence à la Communauté européenne du charbon et de l'acier, doivent s'entendre comme faisant référence à la Communauté européenne, qui lui a succédé dans tous les droits et obligations contractés par la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Article 3

Règles d'origine

Le protocole n° 1 de l'accord entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République de Turquie sur le commerce des produits couverts par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier⁽⁴⁾ (ci-après dénommé «accord sur les produits du charbon et de l'acier») est modifié comme suit:

⁽⁴⁾ JO L 227 du 7.9.1996, p. 3. Accord modifié par la décision n° 2/99 du comité mixte (JO L 212 du 12.8.1999, p. 21).

1) À l'article 16, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les certificats EUR.1 délivrés a posteriori doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	“EXPEDIDO A POSTERIORI”
CS	“VYSTAVENO DODATEČNĚ”
DA	“UDSTEDT EFTERFØLGENDE”
DE	“NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT”
ET	“TAGANTJÄRELE VÄLJA ANTUD”
EL	“ΕΚΔΟΘΕΝ ΕΚ ΤΩΝ ΥΣΤΕΡΩΝ”
EN	“ISSUED RETROSPECTIVELY”
FR	“DÉLIVRÉ A POSTERIORI”
IT	“RILASCIATO A POSTERIORI”
LV	“IZSNIEGTS RETROSPEKTĪVI”
LT	“RETROSPEKTYVUSIS IŠDAVIMAS”
HU	“KIADVA VISSZAMENŐLEGES HATÁLLYAL”
MT	“MAHRUĠ RETROSPETTIVAMENT”
NL	“AFGEGEVEN A POSTERIORI”
PL	“WYSTAWIONE RETROSPEKTYWNIĘ”
PT	“EMITIDO A POSTERIORI”
SL	“IZDANO NAKNADNO”
SK	“VYDANÉ DODATOČNĚ”
FI	“ANNETTU JÄLKIKÄTEEN”
SV	“UTFÄRDAT I EFTERHAND”
TR	“SONRADAN VERİLMİŞTİR.”»

2) À l'article 17, le paragraphe 2, est remplacé par le texte suivant:

«2. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de l'une des mentions suivantes:

ES	“DUPLICADO”
CS	“DUPLIKÁT”
DA	“DUPLIKAT”
DE	“DUPLIKAT”
ET	“DUPLIKAAT”
EL	“ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ”
EN	“DUPLICATE”
FR	“DUPLICATA”
IT	“DUPLICATO”
LV	“DUBLIKĀTS”
LT	“DUBLIKATAS”
HU	“MÁSODLAT”
MT	“DUPLIKAT”
NL	“DUPLICAAT”
PL	“DUPLIKAT”
PT	“SEGUNDA VIA”
SL	“DVOJNIK”

SK	“DUPLIKÁT”
FI	“KAKSOISKAPPALE”
SV	“DUPLIKAT”
TR	“İKİNCİ NÜSHADIR.”»

3) L'annexe IV est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE IV

Déclaration sur facture

La déclaration sur facture, dont le texte figure ci-après, doit être établie en tenant compte des notes figurant en bas de page. Il n'est toutefois pas nécessaire de reproduire ces notes.

Version espagnole

El exportador de los productos incluidos en el presente documento [autorización aduanera n° ... ⁽¹⁾] declara que, salvo indicación en sentido contrario, estos productos gozan de un origen preferencial ... ⁽²⁾.

Version tchèque

Vývozce výrobků uvedených v tomto dokumentu (číslo povolení ... ⁽¹⁾) prohlašuje, že kromě zřetelně označených, mají tyto výrobky preferenční původ v ... ⁽²⁾.

Version danoise

Eksportøren af varer, der er omfattet af nærværende dokument, (toldmyndighedernes tilladelse nr. ... ⁽¹⁾), erklærer, at varerne, medmindre andet tydeligt er angivet, har præferencceoprindelse i ... ⁽²⁾.

Version allemande

Der Ausfühler (Ermächtigter Ausfühler; Bewilligungs-Nr. ... ⁽¹⁾) der Waren, auf die sich dieses Handelspapier bezieht, erklärt, dass diese Waren, soweit nicht anders angegeben, präferenzbegünstigte ... ⁽²⁾ Ursprungswaren sind.

Version estonienne

Käesoleva dokumendiga hõlmatud toodete eksportija (tolliametis kinnitus nr ... ⁽¹⁾) deklareerib, et need tooted on ... ⁽²⁾ sooduspäritoluga, välja arvatud juhul kui on selgelt näidatud teisiti.

Version grecque

Ο εξαγωγέας των προϊόντων που καλύπτονται από το παρόν έγγραφο [άδεια τελωνείου υπ' αριθ. ... ⁽¹⁾] δηλώνει ότι, εκτός εάν δηλώνεται σαφώς άλλως, τα προϊόντα αυτά είναι προτιμησιακής καταγωγής ... ⁽²⁾.

Version anglaise

The exporter of the products covered by this document (customs authorisation No ... ⁽¹⁾) declares that, except where otherwise clearly indicated, these products are of ... ⁽²⁾ preferential origin.

Version française

L'exportateur des produits couverts par le présent document [autorisation douanière n° ... ⁽¹⁾] déclare que, sauf indication claire du contraire, ces produits ont l'origine préférentielle ... ⁽²⁾.

Version italienne

L'esportatore delle merci contemplate nel presente documento [autorizzazione doganale n. ... ⁽¹⁾] dichiara che, salvo indicazione contraria, le merci sono di origine preferenziale ... ⁽²⁾.

Version lettone

Eksportētājs produktiem, kuri ietverti šajā dokumentā (muitas pilnvara Nr. ... ⁽¹⁾), deklarē, ka, izņemot tur, kur ir citādi skaidri noteikts, šiem produktiem ir priekšrocību izcelsme no ... ⁽²⁾.

Version lituanienne

Šiame dokumente išvardintų prekių eksportuotojas (muitinės liudijimo Nr. ... ⁽¹⁾) deklaruoja, kad, jeigu kitaip nenurodyta, tai yra ... ⁽²⁾ preferencinės kilmės prekės.

Version hongroise

A jelen okmányban szereplő áruk exportőre (vámfelhatalmazási szám: ... ⁽¹⁾) kijelentem, hogy eltérő jelzés hiányában az áruk kedvezményes ... ⁽²⁾ származásúak.

Version maltaise

L-esportatur tal-prodotti koperti b'dan id-dokument (awtorizzazzjoni tad-dwana nru. ... ⁽¹⁾) jiddikjara li, hliief fejn indikat b'mod ċar li mhux hekk, dawn il-prodotti huma ta' oriġini preferenzjali ... ⁽²⁾.

Version néerlandaise

De exporteur van de goederen waarop dit document van toepassing is (douanevergunning nr. ... ⁽¹⁾), verklaart dat, behoudens uitdrukkelijke andersluidende vermelding, deze goederen van preferentiële ... oorsprong zijn ⁽²⁾.

Version polonaise

Eksporter produktów objętych tym dokumentem (upoważnienie władz celnych nr ... ⁽¹⁾) deklaruje, że z wyjątkiem gdzie jest to wyraźnie określone, produkty te mają ... ⁽²⁾ preferencyjne pochodzenie.

Version portugaise

O exportador dos produtos cobertos pelo presente documento [autorização aduaneira n.º ... ⁽¹⁾], declara que, salvo expressamente indicado em contrário, estes produtos são de origem preferencial ... ⁽²⁾.

Version slovène

Izvoznik blaga, zajetega s tem dokumentom (pooblastilo carinskih organov št. ... ⁽¹⁾) izjavlja, da, razen če ni drugače jasno navedeno, ima to blago preferencialno ... ⁽²⁾ poreklo.

Version slovaque

Vývozca výrobkov uvedených v tomto dokumente (číslo povolenia ... ⁽¹⁾) vyhlasuje, že okrem zreteľne označených, majú tieto výrobky preferenčný pôvod v ... ⁽²⁾.

Version finnoise

Tässä asiakirjassa mainittujen tuotteiden viejä (tullin lupa nro ... ⁽¹⁾) ilmoittaa, että nämä tuotteet ovat, ellei toisin ole selvästi merkitty, etuuskohteluun oikeutettuja ... alkuperä-tuotteita ⁽²⁾.

Version suédoise

Exportören av de varor som omfattas av detta dokument (tullmyndighetens tillstånd nr ... ⁽¹⁾) försäkrar att dessa varor, om inte annat tydligt markerats, har förmånsberättigande ... ursprung ⁽²⁾.

Version turque

İşbu belge (gümrük onay No: ... ⁽¹⁾) kapsamındaki maddelerin ihracatçısı aksi açıkça belirtilmedikçe, bu maddelerin ... menşeli ve tercihli ⁽²⁾ maddeler olduğunu beyan eder.

..... ⁽³⁾ (Lieu et date)

..... ⁽⁴⁾

(Signature de l'exportateur et indication, en toutes lettres, du nom de la personne qui signe la déclaration)

⁽¹⁾ Lorsque la déclaration sur facture est établie par un exportateur agréé au sens de l'article 20 du protocole, le numéro d'autorisation de l'exportateur agréé doit être mentionné dans cet espace. Si la déclaration sur facture n'est pas établie par un exportateur agréé, la mention figurant entre parenthèses est omise ou l'espace prévu est laissé en blanc.

⁽²⁾ L'origine des produits doit être indiquée. Au cas où la déclaration sur facture se rapporte, en totalité ou en partie, à des produits originaires de Ceuta et Melilla au sens de l'article 33 du protocole, l'exportateur est tenu de les identifier clairement, au moyen du sigle "CM", dans le document sur lequel la déclaration est établie.

⁽³⁾ Ces indications sont facultatives si les informations figurent dans le document proprement dit.

⁽⁴⁾ Voir article 19, paragraphe 5, du protocole. Dans les cas où l'exportateur n'est pas tenu de signer, la dispense de signature dégage aussi de l'obligation d'indiquer le nom du signataire (*).

(*) Le protocole visé dans ces notes de bas de page est le protocole n° 1 de l'accord entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République de Turquie sur le commerce des produits couverts par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

PRODUITS AGRICOLES*Article 4***Règles d'origine**

Le protocole n° 3 de la décision n° 1/98 du conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernant le régime commercial applicable aux produits agricoles ⁽⁵⁾ (ci-après dénommée «décision concernant les produits agricoles») est modifié comme suit:

1) À l'article 16, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les certificats EUR.1 délivrés a posteriori doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	“EXPEDIDO A POSTERIORI”
CS	“VYSTAVENO DODATEČNĚ”
DA	“UDSTEDT EFTERFØLGENDE”
DE	“NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT”
ET	“TAGANTJÄRELE VÄLJA ANTUD”
EL	“ΕΚΔΟΘΕΝ ΕΚ ΤΩΝ ΣΥΤΕΡΩΝ”
EN	“ISSUED RETROSPECTIVELY”
FR	“DÉLIVRÉ A POSTERIORI”
IT	“RILASCIATO A POSTERIORI”
LV	“IZSNIEGTS RETROSPEKTĪVI”
LT	“RETROSPEKTYVUSIS IŠDAVIMAS”
HU	“KIADVA VISSZAMENŐLEGES HATÁLLYAL”
MT	“MAHRUĠ RETROSPETTIVAMENT”
NL	“AFGEGEVEN A POSTERIORI”
PL	“WYSTAWIONE RETROSPEKTYWNIĘ”
PT	“EMITIDO A POSTERIORI”
SL	“IZDANO NAKNADNO”
SK	“VYDANÉ DODATOČNĚ”
FI	“ANNETTU JÄLKIKÄTEEN”
SV	“UTFÄRDAT I EFTERHAND”
TR	“SONRADAN VERİLMİŞTİR”.»

2) À l'article 17, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de l'une des mentions suivantes:

ES	“DUPLICADO”
CS	“DUPLIKÁT”
DA	“DUPLIKAT”
DE	“DUPLIKAT”
ET	“DUPLIKAAT”
EL	“ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ”
EN	“DUPLICATE”
FR	“DUPLICATA”
IT	“DUPLICATO”

LV	“DUBLIKĀTS”
LT	“DUBLIKATAS”
HU	“MÁSODLAT”
MT	“DUPLIKAT”
NL	“DUPLICAAT”
PL	“DUPLIKAT”
PT	“SEGUNDA VIA”
SL	“DVOJNIK”
SK	“DUPLIKÁT”
FI	“KAKSOISKAPPALE”
SV	“DUPLIKAT”
TR	“İKİNCİ NÜSHADIR”.»

3) L'annexe IV est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE IV

Déclaration sur facture

La déclaration sur facture, dont le texte figure ci-après, doit être établie en tenant compte des notes figurant en bas de page. Il n'est toutefois pas nécessaire de reproduire ces notes.

Version espagnole

El exportador de los productos incluidos en el presente documento [autorización aduanera n° ... ⁽¹⁾] declara que, salvo indicación en sentido contrario, estos productos gozan de un origen preferencial ... ⁽²⁾.

Version tchèque

Vývozce výrobků uvedených v tomto dokumentu (číslo povolení ... ⁽¹⁾) prohlašuje, že kromě zřetelně označených, mají tyto výrobky preferenční původ v ... ⁽²⁾.

Version danoise

Eksportøren af varer, der er omfattet af nærværende dokument, (toldmyndighedernes tilladelse nr. ... ⁽¹⁾), erklærer, at varerne, medmindre andet tydeligt er angivet, har præferenceoprindelse i ... ⁽²⁾.

Version allemande

Der Ausführer (Ermächtigter Ausführer; Bewilligungs-Nr. ... ⁽¹⁾) der Waren, auf die sich dieses Handelspapier bezieht, erklärt, dass diese Waren, soweit nicht anders angegeben, präferenzbegünstigte ... ⁽²⁾ Ursprungswaren sind.

Version estonienne

Käesoleva dokumendiga hõlmatud toodete eksportija (tolliametis kinnitus nr ... ⁽¹⁾) deklareerib, et need tooted on ... ⁽²⁾ soodusparitoluga, välja arvatud juhul kui on selgelt näidatud teisiti.

Version grecque

Ο εξαγωγέας των προϊόντων που καλύπτονται από το παρόν έγγραφο [άδεια τελωνείου υπ' αριθ. ... ⁽¹⁾] δηλώνει ότι, εκτός εάν δηλώνεται σαφώς άλλως, τα προϊόντα αυτά είναι προτιμησιακής καταγωγής ... ⁽²⁾.

⁽⁵⁾ JO L 86 du 20.3.1998, p. 1.

Version anglaise

The exporter of the products covered by this document (customs authorisation No ...⁽¹⁾) declares that, except where otherwise clearly indicated, these products are of ...⁽²⁾ preferential origin.

Version française

L'exportateur des produits couverts par le présent document [autorisation douanière n° ...⁽¹⁾] déclare que, sauf indication claire du contraire, ces produits ont l'origine préférentielle ...⁽²⁾.

Version italienne

L'esportatore delle merci contemplate nel presente documento [autorizzazione doganale n. ...⁽¹⁾] dichiara che, salvo indicazione contraria, le merci sono di origine preferenziale ...⁽²⁾.

Version lettone

Eksportētājs produktiem, kuri ietverti šajā dokumentā (muitas pilnvara Nr. ...⁽¹⁾), deklarē, ka, izņemot tur, kur ir citādi skaidri noteikts, šiem produktiem ir priekšrocību izcelsme no ...⁽²⁾.

Version lituanienne

Šiame dokumente išvardintų prekių eksportuotojas (muitinės liudijimo Nr. ...⁽¹⁾) deklaruoja, kad, jeigu kitaip nenurodyta, tai yra ...⁽²⁾ preferencinės kilmės prekės.

Version hongroise

A jelen okmányban szereplő áruk exportőre (vámfelhatalmazási szám: ...⁽¹⁾) kijelentem, hogy eltérő jelzés hiányában az áruk kedvezményes ...⁽²⁾ származásúak.

Version maltaise

L-esportatur tal-prodotti koperti b'dan id-dokument (awtorizzazzjoni tad-dwana nru. ...⁽¹⁾) jiddikjara li, hlief fejn indikat b'mod ċar li mhux hekk, dawn il-prodotti huma ta' oriġini preferenzjali ...⁽²⁾.

Version néerlandaise

De exporteur van de goederen waarop dit document van toepassing is (douanevergunning nr. ...⁽¹⁾), verklaart dat, behoudens uitdrukkelijke andersluidende vermelding, deze goederen van preferentiële ... oorsprong zijn ...⁽²⁾.

Version polonaise

Eksporter produktów objętych tym dokumentem (upoważnienie władz celnych nr ...⁽¹⁾) deklaruje, że z wyjątkiem gdzie jest to wyraźnie określone, produkty te mają ...⁽²⁾ preferencyjne pochodzenie.

Version portugaise

O exportador dos produtos cobertos pelo presente documento [autorização aduaneira n.º ...⁽¹⁾], declara que, salvo expressamente indicado em contrário, estes produtos são de origem preferencial ...⁽²⁾.

Version slovène

Izvoznik blaga, zajetega s tem dokumentom (pooblastilo carinskih organov št. ...⁽¹⁾) izjavlja, da, razen če ni drugače jasno navedeno, ima to blago preferencialno ...⁽²⁾ poreklo.

Version slovaque

Vývozca výrobkov uvedených v tomto dokumente (číslo povolenia ...⁽¹⁾) vyhlasuje, že okrem zreteľne označených, majú tieto výrobky preferenčný pôvod v ...⁽²⁾.

Version finnoise

Tässä asiakirjassa mainittujen tuotteiden viejä (tullin lupa nro ...⁽¹⁾) ilmoittaa, että nämä tuotteet ovat, ellei toisin ole selvästi merkitty, etuuskohteluun oikeutettuja ... alkuperäistuotteita ...⁽²⁾.

Version suédoise

Exportören av de varor som omfattas av detta dokument (tullmyndighetens tillstånd nr ...⁽¹⁾) försäkrar att dessa varor, om inte annat tydligt markerats, har förmånsberättigande ... ursprung ...⁽²⁾.

Version turque

İşbu belge (gümrük onay No: ...⁽¹⁾) kapsamındaki maddelerin ihracatçısı aksi açıkça belirtilmedikçe, bu maddelerin ... menşeli ve tercihli⁽²⁾ maddeler olduğunu beyan eder.

.....⁽³⁾ (Lieu et date)

.....⁽⁴⁾

(Signature de l'exportateur et indication, en toutes lettres, du nom de la personne qui signe la déclaration)

⁽¹⁾ Lorsque la déclaration sur facture est établie par un exportateur agréé au sens de l'article 20 du protocole, le numéro d'autorisation de l'exportateur agréé doit être mentionné dans cet espace. Si la déclaration sur facture n'est pas établie par un exportateur agréé, la mention figurant entre parenthèses est omise ou l'espace prévu est laissé en blanc.

⁽²⁾ L'origine des produits doit être indiquée. Au cas où la déclaration sur facture se rapporte, en totalité ou en partie, à des produits originaires de Ceuta et Melilla au sens de l'article 34 du protocole, l'exportateur est tenu de les identifier clairement, au moyen du sigle "CM", dans le document sur lequel la déclaration est établie.

⁽³⁾ Ces indications sont facultatives si les informations figurent dans le document proprement dit.

⁽⁴⁾ Voir article 19, paragraphe 5, du protocole. Dans les cas où l'exportateur n'est pas tenu de signer, la dispense de signature dégage aussi de l'obligation d'indiquer le nom du signataire (*).

(*) Le protocole visé dans ces notes de bas de page est le protocole n° 3 de la décision 1/98 du conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernat le régime commercial applicable aux produits agricoles.

Article 5

Adaptation des contingents tarifaires applicables aux produits agricoles

Le régime applicable à l'importation dans la Communauté de certains produits agricoles originaires de Turquie et le régime applicable à l'importation en Turquie de certains produits agricoles originaires de la Communauté doivent être conjointement et dûment approuvés au plus tôt par les parties, conformément au cadre institutionnel prévu par l'accord d'Ankara. Les concessions commerciales existantes et les flux d'échanges traditionnels de produits agricoles entre la Turquie et les nouveaux États membres seront ainsi respectés.

DISPOSITIONS RELATIVES À L'UNION DOUANIÈRE

Article 6

Certificat de circulation A.TR et coopération administrative

1. Les certificats de circulation A.TR dûment délivrés par la Turquie ou les nouveaux États membres sont acceptés dans les pays respectifs. Les dispositions applicables à la délivrance de certificats de circulation A.TR et à la coopération administrative dans ce domaine sont définies par la décision n° 1/2001 du comité de coopération douanière CE-Turquie ⁽⁶⁾.

2. Les duplicatas des certificats de circulation A.TR délivrés conformément à l'article 10 de la décision n° 1/2001 doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	«DUPLICADO»
CS	«DUPLIKÁT»
DA	«DUPLIKAT»
DE	«DUPLIKAT»
ET	«DUPLIKAAT»
EL	«ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ»
EN	«DUPLICATE»
FR	«DUPLICATA»
IT	«DUPLICATO»
LV	«DUBLIKĀTS»
LT	«DUBLIKATAS»
HU	«MÁSODLAT»
MT	«DUPLIKAT»
NL	«DUPLICAAT»
PL	«DUPLIKAT»
PT	«SEGUNDA VIA»
SL	«DVOJNIK»
SK	«DUPLIKÁT»
FI	«KAKSOISKAPPALE»
SV	«DUPLIKAT»
TR	«İKİNCİ NÜSHADIR».

3. Les duplicatas des certificats de circulation A.TR délivrés conformément à la procédure simplifiée visée à l'article 11,

paragraphe 6, de la décision n° 1/2001 doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	«PROCEDIMIENTO SIMPLIFICADO»
CS	«ZJEDNODUŠENÝ POSTUP»
DA	«FORENKLET FREMGANGSMÅDE»
DE	«VEREINFACHTES VERFAHREN»
ET	«LIHTSUSTATUD TOLLIPROTSEDUUR»
EL	«ΑΠΛΟΥΣΤΕΥΜΕΝΗ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ»
EN	«SIMPLIFIED PROCEDURE»
FR	«PROCÉDURE SIMPLIFIÉE»
IT	«PROCEDURA SEMPLIFICATA»
LV	«VIENKĀRŠOTA PROCEDŪRA»
LT	«SUPAPRASTINTA PROCEDŪRA»
HU	«EGYSZERŰSÍTETT ELJÁRÁS»
MT	«PROCEDURA SIMPLIFIKATA»
NL	«VEREENVOUDIGDE REGELING»
PL	«PROCEDURA UPROSZCZONA»
PT	«PROCEDIMENTO SIMPLIFICADO»
SL	«POENOSTAVLJEN POSTOPEK»
SK	«ZJEDNODUŠENÝ POSTUP»
FI	«YKSINKERTAISTETTU MENETTELY»
SV	«FÖRENKLAT FÖRFARANDE»
TR	«BASITLEŞTİRİLMİŞ İŞLEM».

4. Les duplicatas des certificats de circulation A.TR délivrés a posteriori conformément à l'article 14 de la décision n° 1/2001 doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	«EXPEDIDO A POSTERIORI»
CS	«VYSTAVENO DODATEČNĚ»
DA	«UDSTEDT EFTERFØLGENDE»
DE	«NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT»
ET	«TAGANTJÄRELE VÄLJA ANTUD»
EL	«ΕΚΔΟΘΕΝ ΕΚ ΤΩΝ ΥΣΤΕΡΩΝ»
EN	«ISSUED RETROSPECTIVELY»
FR	«DÉLIVRÉ A POSTERIORI»
IT	«RILASCIATO A POSTERIORI»
LV	«IZSNIEGTS RETROSPEKTĪVI»
LT	«RETROSPEKTYVUSIS IŠDAVIMAS»
HU	«KIADVA VISSZAMENŐLEGES HATÁLLYAL»
MT	«MAHRUĠ RETROSPETTIVAMENT»
NL	«AFGEGEVEN A POSTERIORI»
PL	«WYSTAWIONE RETROSPEKTYWNIĘ»
PT	«EMITIDO A POSTERIORI»
SL	«IZDANO NAKNADNO»
SK	«VYDANÉ DODATOČNE»
FI	«ANNETTU JÄLKIKÄTEEN»
SV	«UTFÄRDAT I EFTERHAND»
TR	«SONRADAN VERİLMİŞTİR».

⁽⁶⁾ JO L 98 du 7.4.2001, p. 31. Décision modifiée par la décision n° 1/2003 (JO L 28 du 4.2.2003, p. 51).

Article 7

Perfectionnement passif

1. Les bulletins d'information INF 2 dûment délivrés par la Turquie ou les nouveaux États membres en vertu des articles 22 à 26 de la décision n° 1/2001 du comité de coopération douanière CE-Turquie sont acceptés dans les pays respectifs.

2. Les duplicatas des bulletins d'information INF 2 délivrés conformément à l'article 26 de la décision n° 1/2001 doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	«DUPLICADO»
CS	«DUPLIKÁT»
DA	«DUPLIKAT»
DE	«DUPLIKAT»
ET	«DUPLIKAAT»
EL	«ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ»
EN	«DUPLICATE»
FR	«DUPLICATA»
IT	«DUPLICATO»
LV	«DUBLIKĀTS»
LT	«DUBLIKATAS»
HU	«MÁSODLAT»
MT	«DUPLIKAT»
NL	«DUPLICAAT»
PL	«DUPLIKAT»
PT	«SEGUNDA VIA»
SL	«DVOJNIK»
SK	«DUPLIKÁT»
FI	«KAKSOISKAPPALE»
SV	«DUPLIKAT»
TR	«İKİNCİ NÜSHADIR.»

Article 8

Marchandises en retour

1. Les bulletins d'information INF 3 dûment délivrés par la Turquie ou les nouveaux États membres en vertu des articles 35 à 41 de la décision n° 1/2001 du comité de coopération douanière CE-Turquie sont acceptés dans les pays respectifs.

2. Les duplicatas des bulletins d'information INF 3 délivrés conformément à l'article 40 de la décision n° 1/2001 doivent être revêtus de l'une des mentions suivantes:

ES	«DUPLICADO»
CS	«DUPLIKÁT»
DA	«DUPLIKAT»

DE	«DUPLIKAT»
ET	«DUPLIKAAT»
EL	«ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ»
EN	«DUPLICATE»
FR	«DUPLICATA»
IT	«DUPLICATO»
LV	«DUBLIKĀTS»
LT	«DUBLIKATAS»
HU	«MÁSODLAT»
MT	«DUPLIKAT»
NL	«DUPLICAAT»
PL	«DUPLIKAT»
PT	«SEGUNDA VIA»
SL	«DVOJNIK»
SK	«DUPLIKÁT»
FI	«KAKSOISKAPPALE»
SV	«DUPLIKAT»
TR	«İKİNCİ NÜSHADIR.»

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 9

Preuve du statut dans le cadre des dispositions relatives à la libre circulation des produits industriels

1. Les preuves de l'origine émises de manière conforme par la Turquie ou un nouvel État membre dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels appliqués entre eux et permettant un cumul de l'origine avec la Communauté sur la base de règles d'origine identiques et d'une interdiction de toute remise ou suspension des droits de douane appliqués aux marchandises concernées sont acceptées dans les pays respectifs comme preuve du statut dans le cadre des dispositions relatives à la libre circulation des produits industriels établies par la décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie du 22 décembre 1995 relative à la mise en place de la phase définitive de l'union douanière (7), pour autant que:

- la preuve de l'origine et les documents de transport aient été délivrés le 30 avril 2004 au plus tard;
- la preuve de l'origine soit soumise aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à partir du 1^{er} mai 2004.

Lorsque des marchandises ont été déclarées à des fins d'importation en Turquie ou dans un nouvel État membre, avant le 1^{er} mai 2004, dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels mentionnés ci-dessus, la preuve de l'origine qui a été délivrée rétroactivement dans le cadre de ces accords peut aussi être acceptée, à condition qu'elle soit présentée aux autorités douanières le 31 août 2004 au plus tard.

(7) JO L 35 du 13.2.1996, p. 1. Décision modifiée par la décision n° 2/1999 (JO L 72 du 18.3.1999, p. 36).

2. Les demandes de vérification a posteriori des preuves de l'origine visées au paragraphe 1 sont acceptées par les autorités douanières compétentes de la Turquie ou des nouveaux États membres pendant une période de trois ans suivant la délivrance de la preuve de l'origine concernée et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après acceptation de la preuve de l'origine fournie à ces autorités à l'appui d'une déclaration d'importation.

Article 10

Preuve de l'origine et coopération administrative dans le cadre des dispositions d'accords préférentiels relatifs aux produits du charbon et de l'acier et aux produits agricoles ⁽⁸⁾

1. Les preuves de l'origine délivrées de manière conforme par la Turquie ou un nouvel État membre dans le cadre d'accords préférentiels appliqués entre eux pour des produits autres que ceux visés à l'article 9 sont acceptées par les autorités douanières compétentes dans les pays respectifs, à condition que:

- a) l'acquisition de cette origine confère le traitement prévu par les mesures tarifaires préférentielles de l'accord sur les produits du charbon et de l'acier ou de la décision concernant les produits agricoles;
- b) la preuve de l'origine et les documents de transport aient été délivrés le 30 avril 2004 au plus tard;
- c) la preuve de l'origine soit soumise aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à partir du 1^{er} mai 2004.

Lorsque des marchandises ont été déclarées à des fins d'importation en Turquie ou dans un nouvel État membre, avant le 1^{er} mai 2004, dans le cadre d'accords préférentiels alors appliqués entre la Turquie et ce nouvel État membre, la preuve de l'origine qui a été délivrée rétroactivement dans le cadre de ces accords peut aussi être acceptée, à condition qu'elle soit présentée aux autorités douanières le 31 août 2004 au plus tard.

2. La Turquie et les nouveaux États membres ont le droit de maintenir les autorisations conférant le statut «d'exportateur agréé» dans le cadre d'accords préférentiels appliqués entre eux, à condition:

- a) qu'une telle disposition soit aussi prévue dans les accords conclus avant le 1^{er} mai 2004 entre la Turquie et la Communauté; et
- b) que l'exportateur agréé applique les règles d'origine en vigueur dans le cadre de l'accord qui sont visées au protocole n° 1 de l'accord sur les produits du charbon et de l'acier ou au protocole n° 3 de la décision concernant les produits agricoles.

Ces autorisations sont remplacées, au plus tard un an après la date d'adhésion, par de nouvelles autorisations délivrées conformément aux conditions prévues par le protocole n° 1 de l'accord sur les produits du charbon et de l'acier ou par le protocole n° 3 de la décision concernant les produits agricoles.

3. Les demandes de vérification a posteriori des preuves de l'origine délivrées au titre des accords préférentiels visés aux paragraphes 1 et 2 sont acceptées par les autorités douanières compétentes de la Turquie ou des États membres pendant une période de trois ans suivant la délivrance de la preuve de l'origine concernée et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après acceptation de la preuve de l'origine fournie à ces autorités à l'appui d'une déclaration d'importation.

Article 11

Marchandises en transit

1. Les dispositions relatives à la libre circulation des produits industriels, définies dans la décision n° 1/95 du conseil d'association CE-Turquie du 22 décembre 1995, ou le traitement conféré sur la base des mesures tarifaires préférentielles prévues dans l'accord sur les produits du charbon et de l'acier ou dans la décision concernant les produits agricoles peuvent s'appliquer aux marchandises, exportées de Turquie vers un des nouveaux États membres ou d'un des nouveaux États membres vers la Turquie, qui respectent les conditions de mise en œuvre des dispositions relatives à la libre circulation des produits industriels ou les dispositions, soit du protocole n° 1 de l'accord sur les produits du charbon et de l'acier, soit du protocole n° 3 de la décision concernant les produits agricoles, et qui, à la date de l'adhésion, se trouvent en transit ou en dépôt temporaire, en entrepôt douanier ou dans une zone franche en Turquie ou dans le nouvel État membre en question.

2. Dans ce cas, les dispositions relatives à la libre circulation des produits industriels s'appliquent ou le traitement préférentiel est accordé, à condition qu'une preuve du statut ou de l'origine émise rétroactivement par les autorités douanières du pays exportateur soit présentée aux autorités douanières du pays importateur, dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 12

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord d'Ankara.

Article 13

1. Le présent protocole est ratifié ou approuvé par les parties conformément aux procédures qui leur sont propres.

2. Les parties se notifient l'accomplissement des procédures correspondantes mentionnées au paragraphe 1. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

⁽⁸⁾ Visées à l'acte d'adhésion de 2003, annexe IV, point n° 5, paragraphes 3 à 5 (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33).

Article 14

Le présent protocole entre en vigueur le premier jour du premier mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation. Il est applicable à partir du 1^{er} mai 2004.

Article 15

Le présent protocole est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène,

suédoise, tchèque et turque, chacun de ces textes faisant également foi.

Article 16

Les textes de l'accord d'Ankara, de ses annexes et protocoles, qui en font partie intégrante, ainsi que de l'acte final et des déclarations qui y sont annexées, sont établis en langues estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque, slovène et tchèque, ces textes faisant foi au même titre que les textes originaux. Le conseil d'association doit approuver ces textes.

Hecho en Bruselas, el

V Bruselu dne

Udfærdiget i Bruxelles, den

Geschehen zu Brüssel am

Brüsselis

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις

Done at Brussels,

Fait à Bruxelles, le

Fatto a Bruxelles, addi

Briselē,

Priimta Briuselyje,

Kelt Brüsszelben,

Magħmula fi Brussel,

Gedaan te Brussel,

Sporządzono w Brukseli, dnia

Feito em Bruxelas,

V Bruseli

V Bruslju,

Tehty Brysselissä

Utfärdat i Bryssel den

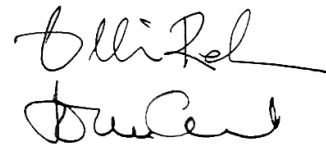
Brüksel 'de akdedilmiştir,

29/vii/2005

Por los Estados miembros
 Za členské státy
 For medlemsstaterne
 Für die Mitgliedstaaten
 Liikmesriikide nimel
 Για τα κράτη μέλη
 For the Member States
 Pour les États membres
 Per gli Stati membri
 Dalībvalstu vārdā
 Valstybių narių vardu
 A tagállamok részéről
 Ghall-Istati Membri
 Voor de lidstaten
 W imieniu Państw Członkowskich
 Pelos Estados-Membros
 Za členské štáty
 Za države članice
 Jäsenvaltioiden puolesta
 På medlemsstaternas vägnar
 Üye Devletler adına



Por la Comunidad Europea
 Za Evropské společenství
 For Det Europæiske Fællesskab
 Für die Europäische Gemeinschaft
 Euroopa Ühenduse nimel
 Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα
 For the European Community
 Pour la Communauté européenne
 Per la Comunità europea
 Eiropas Kopienas vārdā
 Europos bendrijos vardu
 az Európai Közösség részéről
 Ghall-Komunità Ewropea
 Voor de Europese Gemeenschap
 W imieniu Wspólnoty Europejskiej
 Pela Comunidade Europeia
 Za Európske spoločenstvo
 Za Evropsko skupnost
 Euroopan yhteisön puolesta
 På Europeiska gemenskapens vägnar
 Avrupa Topluluğu adına



Por la República de Turquía
 Za Tureckou republiku
 For Republikken Tyrkiet
 Für die Republik Türkei
 Türgi Vabariigi nimel
 Για την Τουρκική Δημοκρατία
 For the Republic of Turkey
 Pour la République de Turquie
 Per la Repubblica di Turchia
 Turcijas Republikas vārdā
 Turkijos Respublikos vardu
 A Török Köztársaság részéről
 Ghar-Republicka tat- Turkija
 Voor de Republiek Turkije
 W imieniu Republiki Turcji
 Pela República da Turquia
 Za Tureckú republiku
 Za Republiko Turčijo
 Turkin tasavallan puolesta
 för Republiken Turkiet
 Türkiye Cumhuriyeti adına

